

le travail

EDITION QUOTIDIENNE DU 45e CONGRES

Samedi le 17 juin 1972

Vol. 48, No. 14, Organe officiel de la CSN

ON SAIT OU ON S'EN VA

Le congrès, malgré les limites d'une telle assemblée, aura permis à tous les militants de se définir une orientation réaliste et une ligne d'action précise. Si au début de la semaine, on pouvait avoir l'impression qu'on se trouvait devant un fouillis de tendances et d'inquiétudes, il se dégage maintenant une ligne de fond à la fois précise et large autour de laquelle le consensus n'a cessé de croître.

UN LARGE CONSENSUS

Le rapport du président général a été l'instrument de base. Pour la première fois, le rapport a été largement étudié, puisqu'on y a consacré en tout 4 jours complets. Beaucoup de délégués ont pu s'exprimer. La teneur d'ensemble du rapport, avec quelques amendements au chapitre des comités populaires, a fait l'objet d'un consensus très élevé lors du scrutin secret (78.7%). Tout indique que les décisions prises auront des suites au niveau des principaux services de la CSN aussi bien que dans les différentes instances du mouvement qui songent déjà aux moyens à prendre pour faire connaître ces orientations à leurs syndicats respectifs.

CONSOLIDATION ET ELARGISSEMENT DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Sur la base de nombreux faits vécus par les travailleurs ces dernières années, le rapport confirme la nécessité de rompre avec un régime dominé par les investisseurs américains et leurs gérants, les gouvernements Trudeau et Bourassa.

Pour remplacer ce régime par un régime où les travailleurs se feront respecter et auront la place qui leur revient, la création de comités populaires des travailleurs, indépendants des partis politiques comme des centrales syndicales, constituera un point de départ réaliste.

Les comités permettront le regroupement des travailleurs par delà les étiquettes syndicales, pour une lutte politique commune. Le mandat des comités a été élargi d'une façon qui peut être très significative: leur tâche est d'inventer une nouvelle société québécoise, sans compromis avec le capitalisme et le libéralisme économique, mais sans non plus donner dans la propagande marxiste. Leur action ne se limitera pas à l'action électorale,

ILS VONT NOUS RESPECTER



mais couvrira toutes les luttes des travailleurs. Leur action électorale ne se limitera pas à combattre les candidats libéraux, mais tous les candidats et partis anti-travailleurs par les moyens que décideront les comités.

L'autonomie des comités par rapport aux centrales minimisera les réticences de personnes ou de groupes et laissera toute sa place à la lutte du premier front.

Par ailleurs, le rapport du comité des douze, qui n'a pas fait l'objet de contestations dans les débats, demeure un instrument de valeur pour guider la recherche des comités populaires et de l'action de la CSN.

CONSOLIDATION DU MOUVEMENT LUI-MEME

Au niveau de la structure interne du mouvement, le congrès n'a pu couvrir toute la matière des résolutions, mais la composition de l'exécutif a reçu une attention particulière. Plusieurs considèrent sans doute que les tensions des dernières années sont redevables plus aux hommes qu'aux structures. On a senti le désir d'élire un exécutif,

qui, par sa composition même, facilitera la consolidation du mouvement, de ses différents secteurs et de ses différentes régions, tout en s'assurant d'un plein consensus sur l'orientation.

Si les délégués ont accepté, non sans un certain regret sans doute, de référer une grande partie des décisions administratives au Conseil confédéral, on peut présumer que cette instance conserve un large degré de confiance: on ne veut plus que les questions administratives soient une chasse-gardée d'un ou de quelques hommes, mais on accepte que certaines décisions qui demandent beaucoup d'information et de temps soient laissées à une instance comme le conseil, du moment qu'il sache se conformer aux constantes révélées par le congrès.

La décision sur l'affaire Lapalme, contrairement à ceux qui prédisaient une guillotine brutale, est venue confirmer que les délégués sont sensibles aux orientations de combats qu'ils ont discutées et adoptées.

RECUPERER L'IMAGE QUE LES MEDIA ONT DONNE AU CONGRES

Le congrès a considérablement éclairci le paysage. L'image qu'en ont donné les médias d'information aux membres absents du congrès, sera cependant difficile à rattraper. La tâche de ceux qui auront à expliquer aux membres les décisions du congrès ne sera pas facile.

ça nous a fait plaisir
l'équipe

se
as tré
a
m
la

La CSN à Moscou

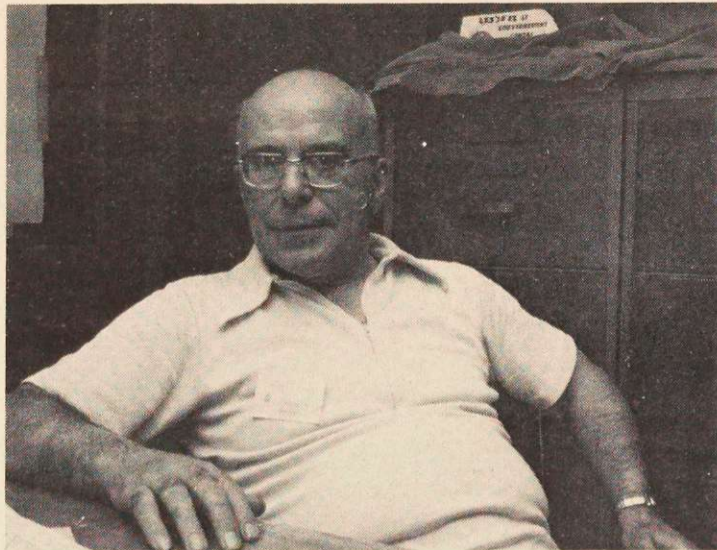
libération que désirent les travailleurs québécois et même les membres de CSN. Au moins, ils devraient être préalablement informés avant de faire voter.

par Gérard DION



L'abbé Gérard Dion est un éminent spécialiste des relations de travail, et c'est à ce titre qu'il s'intéresse au congrès de la CSN. C'est à ce titre également qu'il a expliqué aux journaux que Marcel Pepin avait été emprisonné pour se faire réélire au congrès. Une chance qu'on a des gars de même au Québec, car il n'y a pas un travailleur qui est capable de trouver cela tout seul, surtout pas ceux qui se sont fait sonner la tête par la police sur les lignes de piquetage. C'est le même éminent spécialiste qui a signé dans la Presse du 13 juin un article intitulé «la CSN à Moscou». Il a dû rêver cela.

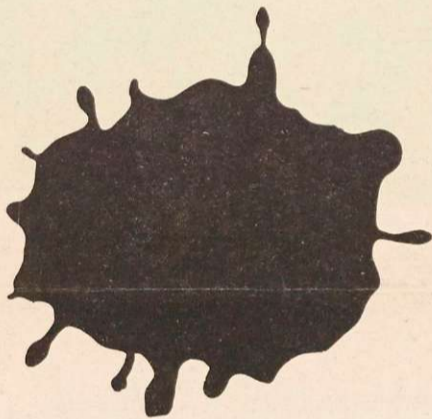
Jean-Paul Marcotte, responsable de l'organisation matérielle du congrès, a subi une intervention chirurgicale sérieuse hier. Il avait dû quitter le congrès mardi.



L'abbé Henri Masson, aumônier des syndicats de Thetford et curé de Black Lake, milite à la CSN depuis 30 ans. De plus, il n'a manqué qu'un seul congrès depuis 1945. Ce qui fait de l'abbé Masson un témoin intéressant au 45e congrès de la CSN. Il nous livre quelques impressions:

«A mes débuts à la CSN, en 1942, à Plessisville, on faisait déjà de l'action politique; personnellement, je crois

qu'on ne peut pas faire du syndicalisme sans action politique. Durant la grève de 1949, j'ai été témoin d'une solidarité extraordinaire des travailleurs; il y eut alors des crises de conscience sérieuses entre l'action syndicale et les allégeances politiques, mais les gars ont choisi le syndicalisme. Et les positions radicales du congrès ne sont pas nouvelles, dans les congrès que j'ai vécus, il y avait des prises de position aussi dures.»



apla

Il existe très peu de média d'information au Québec qui ne soient sous le contrôle de grandes corporations capitalistes; que ce soit la radio, la télévision, les journaux ou les agences de presses. Pour combler le vide laissé par la censure de ces média, des journalistes ont créé l'an dernier l'A. P. L. Q. (L'agence de Presse libre du Québec), qui publie chaque semaine un bulletin d'informations et des dossiers tirés des quatre coins de la province.

Adresse: 3459, rue St-Hubert
Montréal 132, Qué.
Tél: 523-2778

Abonnements:

personnel et groupes populaires:
5.00 dollars par mois

syndicats:
5.00 à 10.00 dollars par mois
(selon la grosseur du syndicat)

journaux syndicaux et étudiants:
10.00 dollars par mois

de soutien:
20.00 dollars par mois.



Au congrès, il y a des délégués qui viennent de tous les coins de la province; certains viennent de très loin même. C'est le cas du délégué Horace Cormier du syndicat des hôpitaux de... Havre St-Pierre, sa ville natale. M. Cormier a parcouru plus de 500 milles (en avion et en auto), pour assister au congrès, son premier, dont il se dit très satisfait.

«C'est malheureux que ce soit si loin, parce que c'est un beau coin de pays et personne ne peut venir nous voir, c'est trop dispendieux! Chez-nous, on vit toujours sur des promesses électorales pour la fameuse route. Ils vont finir par la faire, mais c'est surtout à cause de l'I.T.T., pas pour nous autres.

Je pense que Coiteux va sauter aux prochaines élections dans notre comté, parce que ça fait dur: c'est plein de villages sur l'assistance sociale et tout ce qu'on fait pour nous, c'est de la petite politique de bout de chemin.»



Parmi les visiteurs au congrès, on a pu remarquer la présence de nombreuses femmes de délégués qui assistaient aux débats. Si quelques-unes sont venues surtout pour accompagner leur mari ou pour prendre un peu de repos des travaux domestiques, plusieurs venaient avec un souci d'information.

C'est le cas entre autres, de Mme Armand Dostie de Thetford qui a bien voulu nous exposer ses impressions et le pourquoi de sa présence au congrès.

«Même si c'est la première fois que j'assiste au congrès de la CSN, je ne suis pas surprise de l'ampleur et du déroulement du congrès. J'avais déjà une bonne idée de ce que ça allait être, parce que mon mari, c'est pas la première fois qu'il vient à un congrès de la CSN.

Quant au congrès, je trouve que ce sont des rencontres nécessaires. Moi je suis venue pour me mettre au courant dans quoi mon mari militait pour pouvoir collaborer avec lui.

Et je ne suis pas la seule, on est une quinzaine de la région de Thetford à s'être organisées pour venir au congrès. Mes compagnes ont réalisé l'importance du congrès. On suit ça de proche. D'ailleurs, nous autres à Thetford, on a le «trait d'union», une association de femmes de syndiqués, qui nous met au courant des activités syndicales de nos maris. Et depuis le conflit du Front commun, les femmes ont constaté qu'elles devaient mieux s'informer pour appuyer leurs maris.»

Guy Lévesque, permanent du conseil central de Sherbrooke, Bruno Girard, permanent de la CSN à Sept-Îles et Gilbert Bourgoin, organisateur de la CSN sur la Côte-Nord, remercient les permanents et les délégués fraternels qui ont fait équipe avec eux pour assurer le fonctionnement du congrès.

ils font leurs propres journaux

En avril et mai 1972, les travailleurs québécois ont démontré qu'ils ne pourraient jamais plus accepter l'injustice: ils ont dit au gouvernement et aux notables locaux qu'ils entendaient maintenant s'occuper de leurs affaires.

Ces événements ont été relatés par les média d'information. Ils ont été déformés par le pouvoir et ses valets. Mais les travailleurs sont avertis. Ils

commencent à connaître les armes de leurs exploiters. Les travailleurs d'un peu partout à-travers le Québec savent qu'ils sont les seuls à pouvoir donner les vraies raisons de leurs actions. C'est pourquoi ils ont leurs journaux à eux, qu'ils font eux-mêmes pour le monde.

Les travailleurs de Saint-Jérôme, de Hauterive et de Sept-Iles ont compris cela. D'autres le comprendront et prendront les mêmes moyens.

RÉSISTANCE/ST-JÉRÔME

Cette action assez unique à Saint-Jérôme aura permis à des dizaines de travailleurs de commencer à se parler, de connaître les conditions d'exploitation qui les liaient et surtout de démontrer de façon éclatante que la classe ouvrière de Saint-Jérôme est mobilisable sur des actions bien précises lorsque ses droits sont mis en danger.

Ca aura permis aussi de déceler qu'un paquet de jeunes ouvriers (Security Window, Secor, York, Boise-Cascade etc.) sont prêts à s'engager politiquement parce qu'ils se rendent compte qu'ils n'ont rien à perdre dans un système répressif et exploiteur comme celui qui existe ici.

Cette grève de 72 heures a fait constater à la classe ouvrière qu'il est important de se débarrasser de ceux qui prônent le syndicalisme d'affaires bien tetteux. Les incursions à la Rolland Paper et à l'Uniroyal ont démontré aux travailleurs que la plupart des membres des exécutifs de ces deux syndicats qui pourtant dans le passé on fait appel à la solidarité ouvrière (pour faire des piastres, faut croire !) n'ont rien à voir avec la lutte que nous avons mené contre le gouvernement et ses valets.

LE PIOCHON/SEPT-ÎLES

Des syndiqués, quand ça fait assez longtemps qu'on les méprise en refusant d'écouter leurs revendications légitimes, passent parfois à l'action extérieure. C'est une action qui ne se déroule pas toujours selon les règles de la politesse ou de la grammaire Grevisse. Ils peuvent casser des vitres, renverser des automobiles et des autobus, creuser des tranchées au bulldozer sur la route 15. Les journaux bien-pensants s'indignent, les commères sont horrifiées, l'aristocratie de l'argent et de l'exploitation crie à la violence sauvage et invoque le respect de l'ordre et de la loi.

Il vaudrait mieux ne pas casser de vitres; il vaudrait mieux ne pas renverser ou brûler d'automobiles. Il vaudrait mieux, surtout, que les adorateurs de l'argent cessent de sacrifier des hommes au dieu de l'argent.

MA TRACT.../BAIE COMEAU-HAUTERIVE

Pour NOUS, syndiqués qui nous sommes battus fièrement, c'est peut-être également un grand sacrifice de retourner au travail, SEULEMENT, NE LACHONS PAS ENCORE! NE LACHONS JAMAIS!

Lorsque l'on manque de munitions pour la bataille, nous retournons à la source pour ressortir ensuite plus fort qu'au début.

C'est ce que le Front Commun Baie-Comeau-Hauterive est en train de faire. NOUS n'avons pas fini la guerre, NOUS n'avons pas encore la victoire... Il ne faut pas se compter de romances. NOUS devons peut-être sortir à nouveau, mais cette fois, nous serons préparés et NOUS vaincrons!

La position du Front Commun des travailleurs reste la même, malgré tous les événements et retours au travail. Nos adversaires locaux sont nombreux, mais ils sont encore en minorité. C'est nous qui donnons le pain de la plupart d'entre eux.



Les grévistes de quatre gros commerces d'alimentation, d'un magasin de meubles et d'une quincaillerie d'Asbestos, ont rendu visite au congrès hier. Ils ont reçu l'appui du congrès et ont recueilli 1,525.00 dollars de secours parmi les délégués. Le syndicat des employés de commerce d'As-

bestos négocie depuis six mois et est en grève depuis trois semaines. Les gars qui gagnent aussi peu que 55.00 dollars nets se voient refuser des augmentations de base de 15.00 dollars et des conditions élémentaires de sécurité, de congés-maladie, d'assurance-groupe, etc.



Le Travail tient à souligner la participation exceptionnelle du confrère Lucien Brunelle, secrétaire-trésorier du syndicat de la Construction de So-

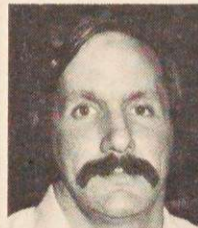
rel et délégué fraternel au congrès.

Sa collaboration consistait à recueillir tous les soirs, le matériel du journal au Patro pour l'apporter à l'imprimerie de Montréal, attendre l'impression du journal, revenir au Patro avec les journaux, «vers 4 heures du matin» et attendre l'ouverture du Patro vers 6.00 heures. Montréal-Québec, aller-retour, de nuit, à la merci de la température, c'est pas un cadeau! Nous lui sommes tous très reconnaissants.

N.B. Lundi dernier, c'est le confrère Jean-Guy Ruest du syndicat de la construction de Rimouski qui a effectué cette tâche ingrate.

les élections

À LA TRÉSORERIE



GILLES
BEAULIEU

30 ans. Vient de Montréal. A été président du syndicat des comptables agréés, trésorier de la fédération des ingénieurs et cadres, trésorier du conseil central de Montréal, membre du bureau et conseil confédéral, membre du comité de l'assiette fiscale et de surveillance.

Favorise une réforme de la gestion du service de comptabilité pour le rendre plus efficace et plus rapide à fournir des renseignements. Tient à souligner qu'il n'est pas en opposition avec Guy Thibodeau.



GUY
THIBODEAU

54 ans. Vient de Shawinigan. A été secrétaire-trésorier du fonds de défense et secrétaire du comité de surveillance. N'a jamais été permanent. Est encore président de son syndicat (Gulf-Shawinigan), premier vice-président de la fédération de la Métallurgie. Est depuis peu trésorier de la CSN.

Est d'accord avec le militantisme et conscient que la CSN n'est pas une entreprise capitaliste pour faire de l'argent, mais entend bien tenir compte d'une saine administration et des argents que le mouvement accepte de donner.

À LA PRÉSIDENTENCE



MARCEL PEPIN

46 ans. Vient de Joliette. Après des études en relations industrielles, travaille à la fédération de la Métallurgie. A été secrétaire de cette fédération et secrétaire-général de la CSN. Est présentement président-général de la CSN, vice-président de la confédération mondiale du Travail, membre du conseil consultatif du Travail et de la Main-d'oeuvre, coordonnateur du Front commun.

Programme: «Pour vaincre».



HENRI VACHON

51 ans. Vient de Jonquière. A été président du syndicat de Price (papier) à Jonquière, vice-président du conseil central du Saguenay, vice-président de la CSN. Est conseiller syndical et responsable de la formation professionnelle à la fédération du papier et de la forêt.

Veut mettre l'accent sur l'éducation syndicale et populaire dans le secteur public comme privé. On fait des divisions artificielles. Des combattants, ça se prépare. On ne peut imposer une mentalité nouvelle, même par un congrès. N'accepte pas la ligne raide actuelle: crois ou meurs, accepte les décisions de la majorité ou va-t-en.



RAYMOND PARENT

AU SECRETARIAT

43 ans. Vient de la Beauce. A rempli diverses fonctions à la fédération de la Métallurgie. A été président du conseil central de Québec et directeur professionnel au SFPO. Est présentement secrétaire général.

Veut travailler fermement à ce que le fonctionnement interne du mouvement soit centré sur l'application des décisions du congrès et la recherche d'une définition de notre rôle pour l'avenir dont nous sommes responsables.



JEAN THIBEAULT

31 ans. Vient de Shawinigan. Etudes en droit. A été conseiller technique au bureau régional de Québec, conseiller technique et juridique et directeur de l'éducation à la Métallurgie, président du syndicat des permanents. Est présentement adjoint au directeur général des services.

Veut intégrer éducation, action politique et consommation pour ne former qu'une sorte de militants, pas deux. Aller chercher les jeunes qui attendent et en faire des militants.

À LA VICE-PRÉSIDENTENCE



GUY BEAUDOIN

43 ans. Vient de la région de Thetford Mines. Gagné au syndicalisme durant la grève de 1949. Etudes en relations industrielles. A fait de l'organisation dans le commerce, les chantiers maritimes et la forêt, a été agent d'affaire à Chapais (mines) puis pour les produits chimiques (grève de Shawinigan Chemicals). Est présentement directeur des services à la fédération des services publics.

Veut travailler à ce que l'éducation, l'action politique et la consommation se concrétisent dans les conseils centraux, en fonction des besoins propres à chaque milieu.



CLAUDE GAUTHIER

41 ans. Vient de Val d'Or. A fondé et présidé le syndicat de l'hôpital de Val d'Or et fondé le conseil central du Nord-Ouest. A participé à la négociation dans les hôpitaux en 1964 et 1972.

Voit la priorité dans l'éducation et la consommation.



JEAN-PIERRE BOUTIN

36 ans. Vient de Montréal. A présidé le syndicat des enseignants du CEGEP Edouard-Montpetit et fut le président fondateur de la fédération des enseignants de CEGEP.

Veut mettre l'accent sur l'action politique, parce que plus rentable à long terme, et veut que l'exécutif de la CSN se prononce pour l'indépendance du Québec avant les prochaines élections comme étape vers un socialisme de coopération et d'autogestion.



CLAUDE GIRARD

31 ans. Vient de Chicoutimi. A été officier du syndicat de l'hôpital de Chicoutimi, membre du Conseil confédéral de la FNS, responsable de l'éducation du conseil central du Saguenay. Est présentement président du conseil central du Saguenay, directeur général des services de la CSN.

Veut, en équipe, travailler à corriger certaines lacunes administratives et à aider les travailleurs à s'organiser pour prendre leur place dans les pouvoirs de décisions, en accord avec la décision du congrès sur les comités populaires.



GISELE CARTIER

38 ans. Vient de Montréal. A travaillé à la fondation de l'Alliance professionnelle des paramédicaux de Montréal, a été présidente à la section-laboratoires à Ste-Justine, secrétaire de l'Alliance des paramédicaux. A fait de l'éducation au conseil central de Montréal et participé aux CAPS. Est présentement présidente de l'Alliance des paramédicaux de Montréal, vice-présidente de la FNS (région 5) et membre du comité de négociation du Front commun.

Voit les priorités à l'éducation et à l'action politique, incluant la consommation et veut rapprocher le travail de la recherche avec l'action politique.



MARTIAL LAFOREST

43 ans. Vient de Shawinigan. A été trésorier et président du syndicat de Canadian Carborandum, vice-président du conseil central de Shawinigan, organisateur à la CSN, 5e vice-président de la CSN, agent négociateur du syndicat des hôpitaux de Montréal et conseiller syndical à la FNS. Est présentement directeur des services à la FNS et adjoint au coordonnateur du CCNSP.

Veut mettre l'accent sur l'éducation et l'action politique car, le temps semble venu de passer à l'action après l'éveil des dernières années et l'expérience du Front commun.



VICTOR DAHL

58 ans. Vient de Port-Alfred. A été président du syndicat du papier à Port-Alfred, vice-président de la fédération du Papier et de la Forêt, président du conseil central du Saguenay, vice-président de la CSN. N'a jamais été permanent. Est présentement président de la fédération du Papier et de la Forêt.

Adopte toutes les préoccupations du mouvement avec la sensibilité d'un gars d'usine qu'il est encore présentement.



NORBERT RODRIGUE

30 ans. Vient de la Beauce. A été vice-président du syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal (Ste-Justine), membre du comité d'étude de la main-d'oeuvre hospitalière. Est président de la FNS, président du CCNSP (front commun, groupe CSN), et vice-président général de la CSN.

Veut redresser les situations administratives inacceptables fabriquées par ceux qui ont quitté la CSN et faire saisir l'intérêt commun des organismes et des hommes. Considère de son devoir d'orienter les membres et non d'être simple porte-parole.